

Comité : Conseil des expert.e.s sur la sécurité mondiale

Thématique : Comment protéger les civils de l'insécurité ?

Nom de votre think tank/groupe de réflexion : Institute for National Security Studies (INSS)

1. De quelle manière votre think tank est concerné.e par le sujet ?

L'Institute for National Security Studies (INSS) est directement concerné par la protection des civils, car le Moyen-Orient reste une région où les conflits armés, les rivalités politiques, le terrorisme et les cyberattaques plongent des millions de personnes dans une insécurité chronique. En tant que principal centre de recherche stratégique israélien, l'INSS analyse les dynamiques sécuritaires qui exposent les populations à des risques constants : bombardements, déplacements forcés, privation de ressources essentielles, attaques terroristes ciblant délibérément les populations, et cybermenaces paralysant les infrastructures civiles. Notre institut s'appuie sur une expertise combinant académique, diplomatie et expérience militaire pour évaluer les limites des mécanismes actuels de protection et anticiper les menaces émergentes, y compris celles liées à l'espace numérique et aux groupes armés non étatiques.

Les exemples récents, comme les 220 missiles tirés vers Israël en 2024, le siège d'Alep, ou encore les cyberattaques contre des hôpitaux et réseaux électriques, illustrent l'urgence d'agir. Les institutions internationales, souvent paralysées par des blocages politiques (comme l'usage répété du veto au Conseil de sécurité de l'ONU), échouent à protéger les civils, notamment face à l'essor du terrorisme transnational et des attaques cyber criminelles ou étatiques. L'INSS considère que cette impuissance aggrave l'instabilité régionale, favorise la radicalisation, et laisse les populations vulnérables face à des menaces de plus en plus sophistiquées. Notre rôle est d'éclairer les décideurs sur ces enjeux et de proposer des solutions opérationnelles pour replacer la sécurité humaine au cœur des priorités politiques, y compris dans les domaines numériques et contre-terroriste.

2. Que propose votre think tank ?

Face à l'inefficacité des réponses actuelles, l'INSS avance des propositions concrètes pour renforcer la protection des civils, en intégrant désormais les défis posés par le terrorisme et les cyberattaques.

D'abord, une réforme des institutions internationales est indispensable. Nous plaçons pour une limitation du droit de veto en cas de crimes de masse, ainsi que pour l'adoption d'un cadre juridique contraignant contre les cyberattaques visant les civils, afin d'éviter que des intérêts géopolitiques ne bloquent des résolutions vitales, comme ce fut le cas au Yémen ou face aux attaques répétées contre les infrastructures critiques. Il faut aussi renforcer les mandats humanitaires, en créant des zones de protection internationale et des fonds d'urgence accessibles rapidement, incluant des mécanismes de réponse aux cybercrises. Ces dispositifs doivent être contraignants et s'appuyer sur des juridictions hybrides pour responsabiliser les acteurs étatiques et non étatiques, y compris les groupes terroristes et les États parrainant des cyberattaques.

Ensuite, l'INSS insiste sur une approche multidimensionnelle et anticipative. Les crises au Moyen-Orient naissent de facteurs interconnectés : inégalités sociales, corruption, rivalités régionales, propagande terroriste en ligne, et vulnérabilités cyber exploitées par des acteurs malveillants. Une réponse isolée est inefficace. Nous recommandons d'agir simultanément sur les causes profondes (marginalisation, pauvreté, radicalisation) et les besoins immédiats des populations, en combinant assistance humanitaire, développement économique, réformes politiques, et renforcement de la cybersécurité civile. L'alerte précoce est cruciale : détecter les signaux faibles (mobilisations militaires, pénuries alimentaires, recrutement terroriste sur les réseaux sociaux, ou activités suspectes sur les réseaux informatiques) permet d'intervenir avant que la situation ne dégénère.

Enfin, nous proposons la création de cellules de crise permanentes, capables de croiser renseignement militaire, expertise géo-environnementale, analyse cyber, et coopération locale. Leur mission serait d'élaborer des réponses adaptées dès les premiers signes de dégradation : médiations diplomatiques, déploiements préventifs, corridors humanitaires, ou contre-mesures cyber pour protéger les infrastructures essentielles. L'objectif est de briser le cercle vicieux de l'inaction, qui condamne les civils à subir les conséquences des conflits, du terrorisme et des attaques numériques.

Pour l'INSS, la protection des civils ne peut plus être reléguée au second plan. Elle doit devenir un objectif central des politiques de sécurité, porté par une gouvernance internationale réformée, réactive, et centrée sur l'humain. Tant que les institutions mondiales resteront déconnectées des réalités du terrain y compris numériques les populations civiles continueront de payer le prix de l'instabilité, qu'elle soit physique ou virtuelle. Réformer les mécanismes de protection, anticiper les crises et agir sur leurs causes profondes, y compris terroristes et cyber, ne sont pas seulement des impératifs stratégiques, mais des devoirs moraux pour bâtir un Moyen-Orient plus sûr et un ordre international plus juste.